

Il n'y aura pas de croissance solide sans confiance dans l'avenir

Contexte : Croissance rime avec confiance

Thèse : Un regain durable de croissance et de confiance requiert un plan d'action clair sur le moyen terme

Conclusion : L'emploi reste le vecteur primordial de croissance et de confiance

« Il n'y aura pas de croissance sans confiance, et pas de confiance sans croissance », avait souligné François Hollande lors d'un sommet du G8 à Camp David en mai 2012. Il avait vu juste, à son grand regret. En l'espace de dix mois, la confiance que la majorité des citoyens français lui avait accordée, s'est volatilisée ; il est aujourd'hui le président le plus impopulaire de la cinquième république. Certaines mauvaises langues affirmeront que la confiance disparaît vite lorsqu'elle s'achète à coût de discours manichéens et de promesses irréalistes. La France n'est pas le seul pays dans lequel est mise à mal la confiance des citoyens à l'égard de leurs dirigeants. Dans quel état d'esprit sont actuellement les citoyens chypriotes lorsqu'ils pensent à leurs dépôts bancaires ? De quelle humeur sont aujourd'hui les ménages wallons lorsqu'ils pensent à la rentabilité 'spéculative' de leurs panneaux solaires ?

Actif extrêmement précieux dans le bilan d'un gouvernement, la confiance se perd très rapidement et ne se regagne presque jamais. La psychologie des citoyens est un facteur déterminant de la croissance économique. Malheureusement, les décisions politiques discrétionnaires et inattendues rendent ce facteur fondamentalement instable. C'est une des raisons pour lesquelles les économistes se trompent si souvent dans leurs prévisions. Si les économistes de profession n'y voient déjà pas clair, comment le citoyen pourrait-il faire mieux ?

Sans environnement socio-économique stable et sans gestion professionnelle des deniers publics, les agents économiques thésaurisent car il est difficile d'évaluer les risques à venir. Sans prise de risque, il n'y a pas de croissance. Sans croissance, il n'y a pas de confiance. Le prix d'une confiance et d'une croissance durables est le courage politique que requiert la définition d'une ligne d'action gouvernementale claire sur le moyen terme. Gerhard Schröder en a eu au bon moment. Plusieurs hommes et femmes politiques en ont aujourd'hui mais les circonstances sont beaucoup moins favorables. Les réformes sont beaucoup plus difficiles à mettre en place lorsque la cohésion sociale et la confiance sont érodées.

Un regain de confiance durable ne viendra pas d'un creusement des déficits publics structurels, qui complexifierait encore davantage la gestion du stock de la dette. Cela pourrait s'envisager si et si seulement les gouvernements parvenaient à réaliser, en période de vaches grasses, des excédents budgétaires structurels comparables. Une augmentation du ratio entre dette et PIB au-delà de 90% est de toute manière un frein important à la croissance et jette le doute sur la viabilité de nos systèmes de retraite et de protection sociale.

Dans les circonstances actuelles, l'objectif doit consister à consolider nos déficits en visant à réduire graduellement la dépense publique au fur et à mesure que la situation économique s'améliore. Les pistes existent et nos dirigeants les connaissent : renforcer le contrôle budgétaire sur les pouvoirs régionaux et locaux, supprimer les subsides aux grandes entreprises et aux multinationales, renforcer durablement la modération salariale dans le secteur public, renforcer le différentiel net entre salaire de base et allocations sociales, supprimer les aides au secteur bancaire via l'application d'un 'mécanisme européen de

stabilité bancaire' (alimenté par les banques elles-mêmes), aligner les pensions du secteur public sur celles du privé, supprimer les régimes préférentiels, accentuer les sanctions fiscales liées au recours à la prépension, augmenter l'âge de départ à la retraite, etc. Ces mesures conduisent à une diminution du poids de la dette publique à long terme en minimisant les conséquences néfastes sur la croissance économiques à court terme.

Il existe de nombreux arbitrages à opérer mais la diminution du chômage, en particulier chez les jeunes, doit rester notre principale préoccupation. Une diminution significative sera impossible à atteindre sans une baisse de la pression fiscale, résultant d'une amélioration de la qualité de la dépense publique et accompagnée d'une « flexisécurité » adaptée au contexte belge. L'emploi reste un vecteur primordial de confiance en soi et de promotion sociale. Quelle perspective d'avenir peut avoir aujourd'hui un jeune chômeur de longue durée ?

Mikael PETITJEAN

Professeur à la Louvain School of Management (UCLouvain - UCL Mons)

mikael.petitjean@uclouvain.be